Jurisprudence

Gilles Mathis

► To cite this version:

| Gilles Mathis. Jurisprudence. 1990, pp.97-99. 10.4267/2042/26047 . hal-03425351

HAL Id: hal-03425351

<https://hal.science/hal-03425351>

Submitted on 10 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

législation et jurisprudence

JURISPRUDENCE

CONTENTIEUX PÉNAL

Affaire X et Y ; coupe abusive et non autorisée (Code forestier) ; exécution de travaux en méconnaissance des obligations (Code de l'Urbanisme). Tribunal de grande instance d'Auxerre, 23 juin 1988 (confirmé Cour d'appel de Paris, 10 mai 1989).

Entre :

Le ministère public d'une part, et

M. X (...), directeur de société, déjà condamné (...), prévenu de coupe de bois abusive et non autorisée ; utilisation des sols en méconnaissance des obligations ;

M. Y (...), gérant de scierie (...), prévenu de coupe de bois abusive et non autorisée ; utilisation des sols en méconnaissance des obligations, d'autre part.

(...)

Le Service des Forêts a, en application des dispositions de l'article L 331-3 du Code forestier, évalué à 3 052 mètres le total des circonférences des arbres exploités, sur une superficie de 43 ha 97.

En conformité avec l'article L 223-2 du Code forestier, la procédure diligentée a établi que les 43,97 ha du bois de ... font partie d'un massif boisé de plus de 100 ha d'un seul tenant, et composés de peuplements feuillus comme il a été constaté sur le terrain ;

Que le volume moyen sur pied, le 8 août 1963, était compris entre 45 et 71 m³ par hectare ;

Qu'après la coupe de 1985, il restait 12 m³ à l'hectare, alors qu'en respectant la législation, il aurait dû rester 22,5 m³/ha.

Ainsi, la coupe pratiquée dans le bois de ... constitue une coupe abusive puisque non autorisée et entrant dans le cadre de l'article L 223-1 (lire : L 223-2) du Code forestier définissant la coupe extraordinaire.

Compte tenu des graves conséquences sylvicoles résultant de cette coupe sans autorisation et des indications fournies par l'ingénieur en chef du Génie rural, des Eaux et des Forêts selon lesquelles d'une part, il faudra 90 ans pour retrouver un peuplement normal dans le meilleur des cas, et d'autre part, le bilan financier résultant de cette coupe s'est élevé à la somme minimale

de 770 000 francs, Y. reconnaissait d'ailleurs à l'audience avoir acquis les matériaux pour le prix de 1 300 000 francs, il est permis de conclure que X en surexploitant le bois de ... l'a ruiné dans le seul but de faire un maximum de profit, sans aucun apport ou mérite personnel.

L'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme dans son paragraphe 6 (titre III) prévoit que l'autorisation de coupe et d'abattage d'arbres est délivrée dans les communes où un Plan d'occupation des sols a été approuvé, comme en l'espèce à la commune de ... par décision du ... 1982, par le maire au nom de la commune.

L'article L 480-4 du même code sanctionne les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux qui exécutent les travaux ou utilisent le sol en méconnaissance des obligations imposées par le titre III du livre III du Code de l'Urbanisme.

Il résulte de l'article L 223-3 du Code forestier que seul le propriétaire du fonds est passible d'une amende.

Le bois de ..., abusivement exploité, étant la propriété de la société ... dont X est le gérant de fait, comme expliqué ci-après, ce dernier devra être retenu dans les liens de la prévention, tandis que Y devra être relaxé des fins de poursuites.

L'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme visant les utilisations du sol doit englober le propriétaire de celui-ci, puisque l'utilisateur est celui qui tire parti de quelque chose, X devra donc être retenu dans les liens de la prévention, puisqu'il se comporte à la tête de la SARL ... comme le véritable gérant (...).

Y, qui a reconnu devant les gendarmes avoir acheté à la société ... une coupe de bois, doit être reconnu comme étant également l'utilisateur du sol et le bénéficiaire des travaux d'abattage de la forêt.

À ce titre, il devra être déclaré coupable d'exécution de travaux en méconnaissance des obligations imposées par le Plan d'occupation des sols de ... et être condamné à une amende.

Compte tenu de la gravité des faits reprochés aux deux prévenus qui n'ont pas hésité à hypothéquer l'avenir d'une forêt, en l'anéantissant pour un siècle, il échet de leur infliger à chacun une amende qui tiendra compte du passé judiciaire des intéressés et du préjudice sylvicole.

Conformément à l'article L 480-5 du Code de l'Urbanisme, il y a lieu de condamner les deux prévenus à réaffecter le sol situé à ... en vue du rétablissement des lieux dans leur état antérieur.

Par ces motifs :

Statuant publiquement et en premier ressort, (...)

Déclare X coupable des faits qui lui sont reprochés ;

Condamne X à la peine d'amende de 100 000 francs ;

(...)

Condamne X à réaffecter le sol situé à ... en vue du rétablissement des lieux dans leur état antérieur.

Relaxe Y du chef de coupe de bois abusive et non autorisée et le déclare coupable d'utilisation des sols en méconnaissance des obligations ;

Condamne Y à la peine d'amende de 80 000 francs ;

Condamne Y à réaffecter le sol situé à ... en vue du rétablissement des lieux dans leur état antérieur.

Observations

Les condamnés ayant bénéficié de l'amnistie après paiement de l'amende (articles 7 et 19 de la loi n° 88-828 du 20 juillet 1988), les extraits ci-dessus sont dépourvus de toute précision qui permettraient de les identifier.

Le Tribunal correctionnel d'Auxerre, puis la Cour d'appel de Paris, ont fait application des articles L 223-3 et L 222-4 (celui-ci dans sa rédaction antérieure à la loi n° 85-1273 du 4 décem-

bre 1985) du Code forestier ainsi que des articles L 130-1 et L 480-4 du Code de l'Urbanisme. Ces dispositions prévoient et répriment d'une part l'infraction de coupe abusive non conforme au plan simple de gestion, ou non autorisée lorsqu'une autorisation administrative est requise en raison de l'absence de plan simple de gestion agréé, et d'autre part l'infraction de coupe et d'abattage d'arbres en espace boisé classé au plan d'occupation des sols, ou dans tout bois, forêt ou parc situé sur le territoire d'une commune où l'établissement d'un POS a été prescrit.

À la différence de la première infraction, qui est imputable au seul propriétaire (article L 223-3 c. for. : « *le propriétaire du fonds est passible...* »), celle que définit le Code de l'Urbanisme peut être retenue à l'encontre des « *utilisateurs du sol, bénéficiaires des travaux, architectes, entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution des travaux* ».

Dans les deux cas, l'intérêt protégé par la loi est le patrimoine forestier, non celui du propriétaire qui, si les travaux ont été faits malgré lui, peut toujours poursuivre leur auteur en réparation, mais le patrimoine forestier commun.

C'est pourquoi, outre la condamnation à une peine d'amende élevée (100 000 francs pour le directeur de la société propriétaire, 80 000 francs pour l'exploitant forestier), il a été imposé aux délinquants de « *réaffecter le sol en vue du rétablissement des lieux dans leur état antérieur* », le tribunal faisant application de l'article L 480-5 du Code de l'Urbanisme.

On sait qu'en cas de méconnaissance de cette prescription, les travaux peuvent être exécutés d'office, « *aux frais et risques du bénéficiaire des travaux irréguliers ou de l'utilisation irrégulière du sol* » (art. L 480-9). Le même pouvoir n'est pas dévolu à l'administration par le Code forestier pour remédier aux effets d'une coupe abusive, l'autorité compétente (le directeur régional de l'Agriculture et de la Forêt selon l'article R 223-4 c. for. issu du décret n° 88-348 du 7 avril 1988) étant seulement habilitée à « *prescrire l'exécution de mesures de reconstitution forestière, après avis du Centre régional de la Propriété forestière* ». On peut regretter que la protection des peuplements ne soit pas plus complètement assurée en dehors des espaces boisés classés ou du territoire des communes où l'établissement d'un POS a été prescrit, même si d'autres législations trouvent parfois à s'appliquer pour conduire au même résultat, telles celles sur le défrichement ou certaines dispositions fiscales.

Cette décision montre que, malgré les confusions qui se produisent parfois lorsque les juridictions répressives ont à appliquer des textes qui leur sont peu familiers (ici, la qualification de coupe extraordinaire soumise à autorisation aux termes de l'article L 223-2 c. for. non applicable en l'espèce), celles-ci peuvent, notamment lorsqu'elles sont suffisamment éclairées par les rapports et exposés des fonctionnaires spécialisés, sanctionner sévèrement des actes d'exploitation qui portent à la forêt une atteinte grave qui n'est qu'à très long terme réparable.

G. MATHIS
Chef du Bureau des Affaires juridiques
DIRECTION DE L'ESPACE RURAL ET DE LA FORÊT
78, rue de Varenne
75700 PARIS